

**B) Avancées et reculs des démocraties**

**1) L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie ? Une analyse politique**

- 1.1) 1815-1848 : l'âge du suffrage censitaire
- 1.2) Avancées et limites de la démocratie aux États-Unis
- 1.3) Le regard de Tocqueville

**2) Crises et fin de la démocratie : le Chili de 1970 à 1973**

- 2.1) L'Amérique au XX<sup>e</sup> siècle : un continent entre révolutions et dictatures militaires
- 2.2) Coup D'État militaire au Chili

**3) D'un régime autoritaire à la démocratie : le Portugal et l'Espagne de 1974 à 1982**

- 3.1) Au Portugal, l'armée à l'origine de la transition démocratique
- 3.2) En Espagne, la monarchie garante de la transition démocratique

**B) Avancées et reculs des démocraties**

Photo 5 p46 « Le putsch militaire »

**Vocabulaire et notions**

Démagogie	Populisme
Despotisme	Transition démocratique
Dictature	Démocraties populaires

**Acteurs**

Alexis de Tocqueville (1805 – 1859)	Salvador Allende (1908 – 1973)
Augusto Pinochet (1915 – 2006)	Mario Soares (1924 – 2017)
Juan Carlos 1 <sup>er</sup> (1938)	Adolfo Suarez (1932 – 2014)
Francisco Franco (1892 – 1975)	

**Dates**

1835 : Alexis Tocqueville, <i>De la démocratie en Amérique</i>	1848 : Suffrage universel masculin en France
1944 : Suffrage universel masculin et féminin en France	1948 : Déclaration universelle des droits de l'homme
1967 : Coup d'Etat militaire en Grèce	1973 : Coup d'Etat militaire au Chili
1974 : Révolution des Oeillets au Portugal	1974 : Chute de la dictature militaire en Grèce
1975 : Mort de Franco, fin de la dictature en Espagne	1981 : Entrée de la Grèce dans la CEE
1986 : Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE	1980-1990 : Démocratisation de l'Amérique latine
1989 : Chute du mur de Berlin	1991 : Chute de l'URSS et victoire du modèle de la démocratie libérale
Années 1990 : Démocratisation des pays de l'Est de l'Europe	2011 : Début des printemps arabes

**1) L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie ? Une analyse politique**

**1.1) 1815-1848 : l'âge du suffrage censitaire**

Tableau 9 p35 « La liberté guidant le peuple »

Le retour de la monarchie en France en **1814** s'accompagne d'une reconnaissance des libertés publiques (opinion, religion, presse) et du régime représentatif. La **Charte constitutionnelle** partage en effet le pouvoir entre le roi et deux assemblées, dont la chambre des députés élue.

Les **libéraux** imposent leur conception du **suffrage censitaire**. A l'image de **Benjamin Constant**, ils sont attachés à la souveraineté nationale, mais pensent que seule une élite de l'argent ou des talents est capable de décider. L'adoption du vote censitaire marque le rejet d'une démocratie complète. Il n'y a ainsi que 100 000 votants en 1815 et 170 000 après la révision de la Charte en 1830, sur une population de 34 millions d'habitants.

Certains libéraux s'interrogent sur l'opportunité d'élargir le droit de vote. En effet, les progrès de l'**alphabétisation** et l'essor de la **presse** encouragent les débats politiques et favorisent la **politisation** des Français.

Le rôle des classes populaires dans l'espace public s'affirme. La révolution de 1830 qui renverse **Charles X**, puis les **insurrections urbaines** (Lyon en 1831, Paris en 1832) le montrent. Ces formes de souveraineté populaire sont soutenues par les **républicains (Ledru-Rollin, Arago)** et par les premiers **socialistes (Louis Blanc, Blanqui)**, pour qui le **suffrage universel** et la **République** sont les conditions de la démocratie.

La Deuxième République qui naît en 1848 adopte le suffrage universel et abolit l'esclavage dans les colonies. Pour les **républicains modérés, les libéraux et les conservateurs**, le droit de vote ainsi étendu rend illégitime toute insurrection : aussi quand un soulèvement ouvrier éclate à Paris en juin 1848, l'Assemblée constituante récemment élue assume une ferme répression.

### 1.2) Avancées et limites de la démocratie aux États-Unis

Tableau 4 p41 « The verdict of the people »

Aux États-Unis, la révolution de 1776 conduit à la mise en place, jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle d'une démocratie originale. Les premiers amendements à la **Constitution de 1787** garantissent la **séparation des pouvoirs et libertés publiques** (religieuse, d'expression). Le pouvoir législatif de cette république fédérale est confié au **congrès**. Lorsqu'en 1831, **Alexis de Tocqueville**, jeune magistrat français, se rend aux États-Unis, le **suffrage universel masculin blanc** est reconnu dans la plupart des États. **L'alphabétisation** précoce des populations et une **presse** puissante favorisent l'avènement d'une **culture démocratique**.

Le modèle présidentiel étatsunien fait l'admiration de nombreux libéraux en France. Désigné au **suffrage universel masculin indirect**, à la fois **chef d'État** et **chef du gouvernement**, le **président des États-Unis** dispose de pouvoirs étendus mais bien encadrés ; il jouit d'un immense prestige. Séduit par ce modèle, **Tocqueville**, observateur attentif de la vie politique étatsunienne, s'interroge cependant sur ses dangers. Il estime que, en étant rééligible, le président peut devenir « *un instrument docile dans les mains de la majorité* ».

A l'aspiration à l'égalité, Tocqueville oppose le risque de « *tyrannie de la majorité* ». Comme beaucoup de libéraux de son temps, il redoute que le principe d'égalité, moteur de la **démocratisation** des sociétés et des gouvernements, menace à terme les **libertés**. Selon lui, puisque le suffrage donne raison à la majorité, les groupes minoritaires, en devant s'incliner devant elle, peuvent subir la **tyrannie**.

La démocratie étatsunienne présente toutefois certains aspects inégalitaires. C'est une **société esclavagiste** dans laquelle les Afro-américains, esclaves ou libres, sont déclarés non citoyens en 1857 par un arrêt de la **Cour suprême**. Il faut attendre l'issue de la **guerre de sécession** (1861-1865) pour que le Congrès adopte le 13<sup>ème</sup> amendement qui abolit l'esclavage, puis les 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> amendements portant sur les droits civils et le droit de vote des Afro-américains.

Les Indiens sont aussi exclus de la démocratie étatsunienne. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'expansion vers l'Ouest et la conquête de nouveaux territoires s'accompagnent de massacres et de déportations de ces populations que la cour suprême qualifie en 1831 de « *nations domestiques dépendantes* » à qui la citoyenneté a été refusée.

### 1.3) Le regard de Tocqueville

Né dans une **famille aristocratique** normande, **Alexis de Tocqueville** est un magistrat, essayiste et homme politique français (1805-1859) qui soutient la Monarchie de Juillet en 1830 et part aux États-Unis étudier le système carcéral pour le gouvernement. Il fait paraître entre 1835 et 1840 son oeuvre majeure **De la démocratie en Amérique**. Il est député de la Manche en 1839 puis ministre des affaires étrangères sous Louis-Napoléon Bonaparte dont il critique virilement le coup d'État.

Dossier p40-43 « L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la Tyrannie ? »

Alexis de Tocqueville décrit la société démocratique américaine fondée, non sur la hiérarchie sociale, mais sur **l'égalité des conditions**. Les Etats-Unis ont établi cette égalité par le droit : les lois sont les mêmes pour tous. En parallèle, il observe une absence de différences de mœurs entre les riches et les pauvres alors qu'en France les codes culturels sont très marqués et séparent les classes sociales plus irréductiblement que l'argent. En revanche, les inégalités des fortunes sont bien réelles aux Etats-Unis et sont acceptées par le corps social : « *je ne connais pas de pays où l'amour de l'argent tiende une plus large place dans le cœur de l'homme, et où l'on professe un mépris plus profond de la théorie de l'égalité* ». Une des raisons qui explique cette acceptation de l'inégalité des fortunes réside selon Tocqueville dans le fait que celle-ci n'est ni figée ni fatale : « *la fortune y circule avec une incroyable rapidité* », **mobilité sociale** qui entretient les mythes du « self made man » et du « rêve américain ».

Ainsi, selon Tocqueville la démocratie est la forme moderne de gouvernement. Mais il souligne que le régime américain est une des formes démocratiques de gouvernement, cela ne signifie pas qu'elle en soit le modèle parfait, exempt de toutes critiques.

**2) Crises et fin de la démocratie : le Chili de 1970 à 1973**

**Carte « L'Amérique latine des années 1960 aux années 1980 : continent autoritaire, continent révolutionnaire »**

2.1) L'Amérique au XX<sup>e</sup> siècle : un continent entre révolutions et dictatures militaires

Après les indépendances du XIX<sup>e</sup> siècle, les nouveaux États d'Amérique latine restent instables politiquement. Les gouvernements se présentent comme des démocraties. Toutefois, dans la plupart de celles-ci, les libertés sont restreintes, les oppositions interdites et les politiques sociales limitées. Hormis au Chili, en Uruguay, au Costa Rica ou à Porto-Rico qui font alors figure d'exceptions démocratiques, **l'armée joue un rôle important et domine plus ou moins ouvertement la scène politique**.

Les États-Unis, qui veulent à tout prix éviter que l'Amérique latine ne devienne communiste, réactivent la **doctrine Monroe** (1823) dans le cadre de la **Guerre froide**. Washington déploie une coopération militaire active : après le traité de Rio en 1947, la conférence de Bogota en 1948 crée l'Organisation des États américains (OEA), consolidant activement les liens du continent américain.

Ils multiplient les **plans d'aide au développement pour freiner la progression du communisme**. En 1960, ils débloquent 500 millions de \$ pour le continent. Le président **Kennedy** lance « l'Alliance pour le progrès » en 1961, une aide de 20 milliards de \$ sur 10 ans que le président **Johnson** porte à 3 milliards par an en 1967.

**Photo « Crear dos, tres, muchos Vietnam, 1967 »**

Au terme d'une révolution, **Fidel Castro** s'empare du pouvoir à Cuba en 1959. Il met au pas l'Église catholique, procède à une **réforme agraire** et à des **nationalisations** qui s'exercent au détriment des capitaux étatsuniens. En 1961, lors du débarquement de la baie des cochons, 1500 mercenaires anticastristes entraînés par la **CIA** échouent à reprendre l'île. **L'embargo américain**, conséquence de la « **crise des fusées** » en 1962 fait de l'île, alliée de l'URSS, le **symbole de la résistance aux États-Unis**. Des révolutionnaires comme **Ernesto Guevara** tentent de déployer la révolution continentale : c'est l'ère du « **foquisme** ». Les fortes inégalités sociales et le mal développement favorisent la propagation de l'onde de choc de la révolution cubaine qui touche le **Venezuela** et renforce les communistes du sud de la **Colombie** (création des FARC en 1966). Les guérillas se diffusent dans les Andes (**Pérou**, **Bolivie** où **Guevara** meurt en 1967) et en **Amérique centrale**.

Ainsi, la lutte anticommuniste des États-Unis légitime leur soutien aux pouvoirs autoritaires. Alors que le continent ne compte plus que trois régimes militaires en 1960, les coups d'États se multiplient. **Les États-Unis participent activement au renversement des gouvernements jugés hostiles, par le biais de la CIA**, qui soutiennent des groupes de combattants comme les **contras du Nicaragua**. C'est aussi le cas dans le **Chili** du socialiste **Salvador Allende**. Élu en 1970, contesté par la droite et débordé par une aile gauche radicale, **Allende** est renversé le 11 septembre 1973.

Des **dictatures militaires** s'installent sur le continent pour une durée de 20 au **Brésil**, 17 ans au **Chili**, 12 ans en **Uruguay**.

### 2.2) Coup D'État militaire au Chili

#### Tableau 2 p44 « Les principales réformes d'Allende »

**Salvador Allende** est un médecin et un homme politique chilien (1908-1973) qui fonde en 1933 le **Parti socialiste chilien** et construit une liste d'union avec les communistes : **Unidad popular**. Il remporte les élections présidentielles en 1970 avec 36,3% des voix. Il est investi président du Chili le 3 novembre 1970 grâce à l'**Unidad popular**. **Son accession au pouvoir s'inscrit donc dans le système démocratique chilien**. Il s'agit d'une autre voie que celle de Fidel Castro à Cuba.

Son programme se fonde sur une **réforme agraire** pour réduire les inégalités héritées de la colonisation espagnole (fixation d'un maximum de 80 hectares par parcelle et redistribution des terres à des paysans qui jusque là vivaient sur des **microfundias**), une **nationalisation de l'industrie du cuivre**, recherches de solutions pour les problèmes de logement (30 000 personnes vivent dans des bidonvilles à Santiago, il manque 4 millions de logements dans tout le pays). Il mène une **politique socialiste réformiste gradualiste**. **Allende** est toutefois contesté par **l'extrême gauche** qui veut rompre (**rupturiste**) totalement avec le capitalisme et donner le contrôle aux ouvriers. **Allende** est donc critiqué pour son légalisme et sa mesure. Mais ses réformes économiques sont révolutionnaires.

Dès le lendemain du scrutin, l'ambassadeur des **États-Unis** au Chili, **Edward Korry**, avertit Washington : « *Mon pessimisme électoral de la nuit dernière s'est renforcé. Ni les politiques ni les forces armées ne se sont opposées à l'élection d'Allende ; nous n'avons plus la moindre parcelle d'espoir. Les États-Unis doivent commencer à prendre en compte la réalité d'un régime Allende. Nous ne pouvons compter pour l'instant sur les forces armées, chacun espérant qu'un autre prenne l'initiative et aucun n'étant prêt à assumer la responsabilité historique de faire couler le sang et de déclencher une guerre civile.* »

Le président de l'époque est **Richard Nixon** qui s'inscrit comme ses prédécesseurs dans la **Guerre froide** et « **la théorie des dominos** » définie par **Eisenhower** en 1954. Tout le bloc occidental est critique à l'égard **d'Allende** à l'instar du président français Georges **Pompidou**. A ce fondement idéologique s'ajoutent des **intérêts économiques américains** touchés par la politique socialiste **d'Allende** : l'industrie du cuivre était concédée à des entreprises américaines.

Dès 1971, des partis de droites, des membres de l'armée, des propriétaires terriens chiliens et la CIA élaborent des stratégies : **blocus économique** organisé par les USA (le Chili ne peut plus emprunter sur les marchés financiers), sabotage du transport de marchandises (par une **grève patronale**) qui bloquent les approvisionnement des villes du sud, **assassinats** de militaires chiliens fidèles au pouvoir et à la constitution par des militaires séditieux. C'est la **mise en place d'un climat conflictuel et d'insécurité** pour fragiliser **Allende** et la démocratie chilienne. Un coup d'Etat mené par une organisation d'extrême droite chilienne « **Patrie et liberté** » échoue le 29 juin 1973.

Photo « Allende dans le palais présidentiel le 11 septembre 1973 »

Texte 6 p46 « Le dernier discours de Salvador Allende »

11 septembre 1973 : le Palais de la Moneda à Santiago est bombardé par l'armée chilienne et la CIA. Salvador Allende tient un ultime discours au milieu des ruines.

Il se suicide quelques minutes plus tard lors de l'invasion du Palais par la junte militaire. Des tanks prennent position les rues de Santiago. Le général **Augusto Pinochet** est le commandant en chef de l'armée chilienne et prend la tête du coup d'Etat du 11 septembre 1973. Il dirige le Chili jusqu'en 1988 : **dictature militaire** (3200 morts et disparus, 38 000 torturés) mais libéralisation de l'économie contre les réformes menées par Allende. **Dans les années 1989-1990 le retour de la démocratie va de pair avec la réhabilitation d'Allende au Chili.**

### 3) D'un régime autoritaire à la démocratie : le Portugal et l'Espagne de 1974 à 1982

Photo 2 p49 « Une fresque murale à Lisbonne célébrant le 25 avril 1974 »

**La transition démocratique** est un processus politique caractérisé par le passage progressif d'un régime non-démocratique à une démocratie.

#### 3.1) Au Portugal, l'armée à l'origine de la transition démocratique

Photo 1 p48 « Des jeunes militaires participant au coup d'Etat arborent des œillets le 25 avril 1974 »

En 1968, le vieux dictateur **Salazar** est destitué au profit de **Caetano**, qui peine à libéraliser le régime. **L'impasse de la politique coloniale portugaise**, les guerres en Angola et au Mozambique nourrissent l'opposition, particulièrement virulente dans les milieux étudiants.

Un mouvement d'officiers contestataires enclenche la révolution dans la nuit du 24 au 25 avril 1974. Ce mouvement est appuyé par **Antonio de Spínola** et **Costa Gomes**, deux généraux souhaitant mettre un terme aux guerres africaines. Acclamé par la population, les **Mouvements des forces armées** (MFA) porte la « **révolution des œillets** », ainsi nommée car les soldats plantent une fleur au bout de leur fusil. La « **junte de salut national** », composée de militaires et présidée par **de Spínola**, forme un gouvernement en mai. **La censure est abolie, la police politique dissoute, les libertés politiques sont rétablies.** Les opposants reviennent, les prisonniers politiques sont libérés, les partis qui avaient incarné la résistance à **Salazar** renaissent. Ainsi, **Mario Soares**, secrétaire général du Parti Socialiste Portugais, rentre d'exil à Lisbonne. Il exprime aussitôt son soutien à la **Junte militaire** qui doit favoriser un retour rapide à la démocratie.

Texte 3 p49 « La jeune démocratie portugaise menacée »

Les élections d'avril 1975, remportées par les socialistes, constituent une étape importante dans l'enracinement de la vie démocratique. Cependant la vie politique connaît de **fortes tensions**. Un mois avant les élections, **le général de Spínola avait tenté un coup d'État**. Parallèlement, **l'extrême gauche**, qui souhaite construire une république populaire, **se radicalise**. Durant l'été 1975, le Portugal est au bord de la guerre civile.

La Constitution, qui établit un régime semi-présidentiel, est approuvée le 2 avril 1976. En juillet 1976, le **général Eanes**, modéré, est élu président de la République et réélu en 1980. De nombreuses mesures permettent d'ancrer durablement la démocratie, parmi lesquelles le **droit de vote des femmes, le droit au divorce, les allocations de vieillesse et de chômage, le salaire minimum, le droit de grève et les congés payés**. Des difficultés économiques persistent mais **l'admission dans la CEE**, demandée dès 1977 par le Premier ministre **Mario Soares** est acquise en **1986**, permet de moderniser le Portugal. Sous le gouvernement **d'Anibal Cavaco Silva**, entre 1985 et 1995, le développement du pays est soutenu.

3.2) En Espagne, la monarchie garante de la transition démocratique

Photo et texte 8 p51 « Le roi, garant de la démocratie »

Le franquisme, qui résistait à toute modernisation, disparaît avec le décès de Franco en 1975. Préparé pour la succession, le **roi Juan Carlos** se saisit du pouvoir en espérant faire de l'Espagne une **monarchie constitutionnelle moderne et démocratique**. Le souverain obtient la démission, en juillet 1976, du Premier ministre **Carlos Arias Navarro**. Lui succède un franquiste plus jeune et réformateur, **Adolfo Suarez**. La **légalisation du parti communiste et la restauration de la liberté syndicale** constituent un fort signal d'ouverture. Le roi inquiète les milieux conservateurs mais les militaires lui restent fidèles ; une demande d'adhésion au Marché commun est déposée et une constitution démocratique est adoptée en décembre 1978.

Photo 7 p51 « Une tentative avortée de coup d'Etat en 1981 »

En 1981, Juan Carlos déjoue le putsch du colonel Tejero. Une fois ce danger écarté, **le processus de démocratisation de la société s'avère irréversible**.

Alors que le franquisme avait bénéficié d'un contexte de croissance économique, la transition démocratique est marquée par le chômage et l'inflation. La vie politique se bipolarise : les **socialistes** de Felipe Gonzalez, au pouvoir à partir de 1982, s'opposent à la **droite de l'Alliance populaire**. Toutefois, un consensus national se renforce autour des institutions.

La résurgence des revendications autonomistes fragilise le pays. **Le terrorisme basque, avec l'ETA**, devient le principal problème de l'Espagne. Parallèlement, son entrée dans la CEE en 1986 est vue comme un **moyen de consolider et d'élargir le processus démocratique**.